

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Marché à procédure adaptée passée en application des articles
R. 2123-1 à R. 2123-5 du Code de la Commande Publique

MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION THERMIQUE DE TRAITEMENT D'AIR ET DE TRAITEMENT D'EAU DES BATIMENTS DU C.C.A.S DE LA VILLE D'HARNES

Règlement de Consultation

Date limite de remise des offres : Le vendredi 24 mai avant 16H00

Date de la visite : le 13 mai 2024 à 9H00 RDV à l'accueil de la Mairie.

Pouvoir Adjudicateur

**Le Centre Communal d'action Sociale
d'Harnes**

Hôtel de Ville
35 rue des Fusillés
B.P. 49
62440 HARNES
☎ : 03.21.79.42.79
📠 : 03.21.20.98.48



Assistant Technique



10 ter rue d'en Haut
59554 SAILLY LEZ CAMBRAI
☎ : 03.27.70.55.69
@ : bet.eteic@orange.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - Objet et étendue de l'appel à concurrence.....	3
1.1 Présentation de l'Acheteur	3
1.2 Objet de la consultation.....	3
1.3 : Procédure et forme du marché	4
1.4 : Durée du marché	4
1.5 : Décomposition en lots	4
1.6 : Décomposition en tranches	4
1.7 : Variantes / PSE.....	4
1.8 : Lieu d'exécution des prestations	4
 ARTICLE 2 – Disposition générales	 5
2.1 : Délai de validité des offres.....	5
2.2 : Structure et Forme juridique de l'attributaire	5
2-3 : Compléments à apporter au dossier de consultation	5
2-4 : Visite de site	6
2-5 : Pièces constitutives du D.C.E.....	6
2-6 : Remise du dossier de consultation aux entreprises	6
 ARTICLE 3 – Présentation des offres	 7
3.1 : Pièces des candidatures.....	7
3-2 : Validation des candidatures	7
3-3 : Contenu des offres	7
3-4 : Jugement des offres	8
3-5 : Négociation.....	11
3-6 : Pièces pour attribution du marché.....	11
 ARTICLE 4 – Conditions d'envoi et de remise des offres	 12
4.1 - Remise par voie électronique	12
4.2 - Copie de sauvegarde par voie papier	13
 ARTICLE 5 – Renseignements complémentaires.....	 14
5.1 Demande de renseignements.....	14
5.2 Dispositions complémentaires.....	14
5.3 - Voies et délais de recours	14

ARTICLE 1 - Objet et étendue de l'appel à concurrence

Selon l'article L1211-1 du code de la commande publique, l'Acheteur est :

1.1 Présentation de l'Acheteur

L'Acheteur :

Le C.C.A.S de la Ville d'Harnes

35 rue des Fusillés

B.P. 49 - 62440 HARNES

☎ : 03.21.79.42.79

📠 : 03.21.20.98.48

@ : <https://www.marches-publics.info>

Responsable du marché : Monsieur le Président du C.C.A.S de la ville d'Harnes

1.2 Objet de la consultation

La présente consultation concerne la mise en place d'un contrat de fourniture et de service, il est composé des prestations de fourniture de combustible ou de chaleur, de conduite, d'entretien des installations et des prestations de garantie totale.

Les prestations sont définies comme suit :

1 - La prestation forfaitaire de fourniture de combustible nécessaire au chauffage, avec un intéressement sur les économies d'énergie (prestation P1/1 MTI) avec un intéressement sur les économies d'énergie, selon les bâtiments.

2 - La prestation unitaire de fourniture de chaleur nécessaire à la production ECS et au traitement d'eau (Prestation P1/2).

3 – La prestation unitaire de fourniture de gaz nécessaire aux utilités autres que celles définies dans les prestations P1/1 chauffage et P1/2 production d'eau chaude sanitaire (Prestation P1/3 gaz service)

4 - La prestation forfaitaire de conduite et d'entretien des installations de production et de distribution de chaleur, des installations de production et de distribution ECS et des installations de traitement d'eau, (Prestation P2).

5 - Les prestations forfaitaires de surveillance et de contrôle nécessaires au suivi des installations de production, thermique et de distribution ECS (Prestation P2).

6 - Les prestations forfaitaires de garantie totale des installations techniques avec ou sans répartition selon les sous postes ci-dessous (Prestation P3 Garantie Totale et Garantie Totale avec Répartition).

6-1 – P3/1 : prestation de type GT. Elle est la provision nécessaire pour toutes opérations réparations ou de renouvellement non prévus dans les prestations P3/2, elle intègre également les opérations prévisionnelles de renouvellement de matériel nécessité par leur obsolescence ou suite à des dégradations ou des actes de vandalisme.

6-2 – P3/2 : prestation de type GTR. Elle est constituée des opérations de renouvellements de matériel proposées par chaque Titulaire en complément des prestations P3/1.

1.3 : Procédure et forme du marché

La consultation est passée selon un marché à procédure adaptée passée en application des articles R. 2123-1 à R. 2123-5 du Code de la Commande Publique

1.4 : Durée du marché

La date prévisionnelle de début des prestations est prévue le 1^{er} octobre 2024 pour une durée de 2 ans ferme. La prise d'effet du présent contrat est à compter de la notification de ce dernier au Titulaire.

1.5 : Décomposition en lots

Les prestations forfaitaires et unitaires composant ce marché font l'objet d'un lot unique.

1.6 : Décomposition en tranches

Sans objet.

1.7 : Variantes / PSE

Les variantes ne sont pas autorisées.
Aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) n'est proposée.

1.8 : Lieu d'exécution des prestations

Le lieu d'exécution des prestations : Les prestations seront réalisées dans les bâtiments du C.C.A.S de la ville d'Harnes.

ARTICLE 2 – Disposition générales

2.1 : Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 : Structure et Forme juridique de l'attributaire

Forme juridique

Le Titulaire précisera dans son mémoire d'offres, la structure de sa société, la répartition de son capital social, ainsi que l'organigramme financier mettant en exergue sa position, son appartenance, ses éventuelles filiales.

Structure

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats seuls ou sous forme de groupement solidaire ou conjoint. En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire de ses cotraitants. Il est interdit de soumissionner en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Pour les candidats constitués en groupement, il est précisé que les pièces justificatives demandées au chapitre 3 du présent règlement de consultation devront être fournies par chacun des membres du groupement, à l'exception de la lettre de candidature fournie en un seul exemplaire, signée par tous les membres.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat doit produire les mêmes documents concernant cet opérateur économique, que ceux exigés à son égard. En outre, il devra justifier des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché. Le candidat doit également produire un engagement écrit de l'opérateur économique.

2-3 : Compléments à apporter au dossier de consultation

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments aux documents constituant le dossier de consultation.

Les réponses à la consultation entraînent obligatoirement l'acceptation pleine et entière de ces documents, sans aucune restriction, ni modification, ni réserve.

Chaque offre présentée devra être entièrement conforme au dossier de consultation.

Le C.C.A.S de la ville d'Harnes se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date de limite fixée pour la réception des offres, des modifications mineures, ou des précisions permettant aux candidats d'affiner leurs offres.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever de réclamation.

2-4 : Visite de site

La visite de sites n'est pas obligatoire pour présenter une offre.

Néanmoins, les locaux techniques ne sont pas accessibles librement par les candidats durant la consultation.

Les visites seront effectuées en présence de l'assistant technique du C.C.A.S de la ville d'Harnes.

La date du rendez-vous est fixée au 13 mai 2024 et rappeler sur la page de garde.

2-5 : Pièces constitutives du D.C.E

Les pièces constitutives du dossier de consultation des entreprises suivant l'article R2132-1 et R 2132-2 sont:

- L'acte d'engagement et ses annexes composées comme suit :
 - L'annexe 1 : Lettre d'accord des cotraitants
 - L'annexe 2 : Etat récapitulatif des montants annuels du marché
 - L'annexe 3 : Etat récapitulatif des prestations P1/1, P1/2 et P1/3
 - L'annexe 3.1 : Etat récapitulatif des engagements de consommations P1/1 sur la période contractuelle.
- L'annexe 4 : Etat récapitulatif des prestations P2
- L'annexe 5 : Etat récapitulatif des prestations P3 composé des prestations P3/1 et P3/2
- L'annexe 5.1 : Etat récapitulatif des prestations P3/2.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

2-6 : Remise du dossier de consultation aux entreprises

Selon l'article R2132-4, l'Acheteur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique sur la plateforme : <https://www.marches-publics.info>

Il appartient à chaque candidat de vérifier qu'il dispose de l'intégralité des pièces constitutives du dossier pour établir son offre.

En application de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les entreprises ont la faculté de télécharger le DCE de façon anonyme, néanmoins ce choix est préjudiciable en cas de notifications ultérieures

Si tel est le cas, elles ne pourront être informées des éventuelles modifications (document, report de date de remise des offres, etc.) qui pourraient intervenir en cours de procédure avec comme conséquence une offre ne correspondant pas aux attentes Pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 3 – Présentation des offres

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

3.1 : Pièces des candidatures

Les pièces de candidature à produire selon l'article R2143-3, pour les candidats sont les suivantes :

- Une lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 recommandé ou équivalent) ou DUME
- Le Pouvoir : documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate.
- Déclaration du candidat (DC2) ou DUME
- Références et/ou expériences détaillées et vérifiables de prestations exécutées au cours des trois (3) dernières années (montants, dates, destinataires) ou en cours de réalisation ou tout autre justificatifs permettant de prouver la capacité du candidat à exécuter le marché.
- La Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Une Note complémentaire décrivant les caractéristiques du groupement et notamment le mandataire, cotraitant et sous-traitant éventuels.
- Une attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle en cours de validité. Le Titulaire devra justifier à tout moment qu'il est Titulaire d'une police individuelle d'assurance couvrant les responsabilités pouvant lui incomber, du fait d'une dégradation liée à l'intervention et à son activité professionnelle, couvrant les accidents corporels ou matériels, ainsi qu'une police individuelle d'assurance de type responsabilité civile de chef d'entreprise pour les dommages causés au tiers.

3-2 : Validation des candidatures

La validation des candidatures est effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-3 à R. 2144-5.

Les candidatures qui ne seront pas recevables seront éliminées en application de l'article R 2144-7.

Toutefois, l'Acheteur du marché peut, lorsqu'il constate que les pièces administratives demandées à l'article III indice 1) du présent règlement de la consultation sont absentes ou incomplètes, demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui ne saurait être supérieur à 10 jours.

Toute réponse sans rapport avec les besoins de l'Acheteur sera assimilée comme absence d'offres.

Toute réponse, ne respectant pas les exigences formulées dans l'AAPC, ou le dossier de consultation sera considérée comme offres déclarée irrégulière.

Toute offre proposant une variante non autorisée sera assimilée comme offre non conforme.

3-3 : Contenu des offres

- L'acte d'engagement sans modification et ses annexes complétées,
Cet acte d'engagement sera accompagné par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (à joindre par le candidat : engagement sous-traitance ou formulaire DC4). En cours de marché il sera nécessaire de produire un DC4 accompagné des attestations légales.
- Les annexes de l'acte d'engagement sous format Excel (conforme aux annexes de l'acte d'engagement).
- Une attestation d'acceptation de l'ensemble des pièces du D.C.E
- Un mémoire technique comprenant :

- L'organigramme fonctionnel de l'équipe opérationnelle qui sera désignée et affectée pour réaliser les prestations. (techniciens, responsables technique et commercial) suivant le temps réparti défini, avec les différentes certifications professionnelles.
- Le matériel de communication et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de ce marché.

Les engagements concernant les prestations à réaliser :

- La méthodologie de définition des engagements de consommations (justifications techniques)
- Organisation des prestations en heures ouvrées, en période d'astreinte, les moyens déployés en cas de panne totale d'une installation,
- la traçabilité laissée à demeure, le reporting, et le suivi des prestations sur base informatique dédiée.
- Le choix technique des renouvellements, la politique de gestion des opérations de garantie totale et la méthodologie de réalisation.

3-4 : Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les montants analysés sont les montants en euros hors taxe.

En cas d'erreur matériel, ainsi que d'erreur de calcul de la TVA, elles seront rectifiées le cas échéant lors de la mise au point marché.

En cas de discordance constatée dans une offre, (erreur entre les montants des prestations indiqués page 5 de l'acte d'engagement est le total de l'une des annexes justifiant la valeur des prestations), les indications portées sur les annexes à l'Acte d'engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence suite à l'aval du candidat.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.

Les montants seront rectifiés uniquement après accord écrit du candidat.

Valeurs des critères :		Pondération
	Critère N°1 : Qualité technique de l'offre	60 Points
SCT1	Note du mémoire technique	5 Points
SCT2	Compétitivité des engagements de consommations par rapport aux consommations initiales (annexe 3 de l'acte d'engagement)	15 Points
SCT3	Nombre d'heures total dédié aux prestations P2 au regard des obligations définies et Répartition du poste P2 (volume horaire et moyen intégré au P2)	20 Points
SCT4	Gestion financière de postes P3/1 par rapport au poste P3/2 proposés	10 Points
SCT6	Volume et qualité du renouvellement proposé et l'intégration des améliorations techniques lors des renouvellements P3/2	10 Points
	Critère N°2 : Prix des prestations	40 Points

	Montant P1/1 (total € HT de l'annexe 3 de l'acte d'engagement)	10 Points
SCF2	Montant du K moy. (Nb bât x K bât / NB Total)	5 Points
SCF3	Montant du P1/2 (m3 bât x Q bât / m3 Total)	3 Points
SCF4	Montant P2 (total € HT de l'annexe 4 de l'acte d'engagement)	12 Points
SCF5	Montant P3 (P3/1 + P3/2) (total € HT de l'annexe 5 de l'acte d'engagement)	10 Points
Valeur maximale de l'offre		100 Points

Les notes seront arrondies au dixième après la virgule. Le centième inférieur à 5 est arrondi au dixième inférieur et le centième supérieur ou égal à 5 est arrondi au dixième supérieur.

a) Qualité technique – 60 points

SCT1 : Note du mémoire technique

Ce sous critère est la somme de sous critères ci-dessous :

Sous Critère	Développement des thèmes de la note de synthèse	Nb points
A	L'organigramme fonctionnel de l'équipe opérationnelle qui sera désignée pour réaliser les prestations (techniciens, responsables techniques et commerciaux) suivant le temps réparti défini, avec les différentes certifications professionnelles.	1 Point
B	Le matériel de communication et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de ce marché.	1 Point
C	La méthodologie de suivi des réseaux ECS, l'organisation des prestations à réaliser et gestion des cahiers sanitaires.	1 Point
	La sécurisation du fonctionnement des installations	
D	Organisation des prestations en heures ouvrées, en période d'astreinte, les moyens déployés en cas de panne totale d'une installation, la traçabilité laissée à demeure, le reporting, et le suivi des prestations sur base informatique dédiée.	1 Point
E	Le choix des renouvellements, la politique de gestion et la méthodologie de réalisation des opérations de garantie totale.	1 Point
	Total des points attribués	5 Points

Ces sous critères seront pondérés de la manière suivante :

100% éléments répondant au sous critère exprimé
 75% éléments de réponse incomplets
 50% éléments de réponse trop succincts ou trop généralistes
 0% éléments de réponse non abordés

SCT2 : Compétitivité des engagements de consommations par rapport aux consommations initiales

Ce sous critère sera pondéré de la manière suivante :

$$\text{Note du candidat} = \text{Note maximale du sous critère} \times \left(\frac{\text{valeur de l'engagement de consommation la plus faible}}{\text{valeur de l'engagement de consommation totale de l'offres analysée}} \right)$$

SCT3 : Nombre d'heures total dédié aux prestations P2 au regard des obligations définies et Répartition du poste P2 (volume horaire et moyen intégré au P2)

Ce sous critère est la somme de sous critères ci-dessous :

Sous Critère	Développement des thèmes de la note de synthèse	Nb points
A	Pertinence du nombre d'heures annoncé	6 Points
B	Qualité et adéquation des moyens humains au regard du volume horaire proposé	3 Points
C	Les méthodes de suivis, de gestions et d'optimisations des consommations	2 Points
D	La sécurisation du fonctionnement des installations, et moyens palliatifs en cas de panne totale	2 Points
E	Les outils de traçabilité	2 Points
F	La méthodologie déployée pour lutter contre la prolifération des légionnelles	3 Points
	Total des points attribués	18 Points

Ces sous critères seront pondérés de la manière suivante :

100% éléments répondant au niveau attendu

80% éléments corrects, présence de quelques observations mineures

60% éléments mal appréhendés mais répondant au sous critère exprimé

40% éléments de réponse incomplets / ou présentant des lacunes

20% éléments de réponse insuffisants, trop succincts

0% éléments de réponse non détaillés

SCT4 : Gestion financière de postes P3/3 par rapport au poste P3/2 proposés

100% éléments répondant au niveau attendu

75% éléments corrects, présence de quelques observations mineures

50% éléments mal appréhendés répondant au sous critère exprimé

25% éléments de réponses insuffisants, ou excessifs, présentant des lacunes sérieuses.

0% éléments de réponse non détaillés

SCT 5 : Volume et qualité du renouvellement proposé et l'intégration des améliorations techniques lors des renouvellements P3/2

100% plan de renouvellement répondant au niveau attendu

75% présence de quelques observations mineures dans le plan de renouvellement proposé

50% plan de renouvellement mal appréhendé, présentant des lacunes

25% plan de renouvellement insuffisant, ou excessif, présentant des lacunes sérieuses

0% éléments de réponse et/ou non détaillés

b) Critère Prix des prestations – 40 points

Chaque sous critère sera pondéré de la manière suivante :

$$\text{Note du candidat} = \text{Note maximale du sous critère} \times \left(\frac{\text{Valeur de l'offre la moins disante}}{\text{Valeur de l'offre analysée}} \right)$$

3-5 : Négociation

L'Acheteur se réserve le droit de négocier avec les 2 candidats arrivés premiers au classement résultant de l'analyse des offres, ayant remis une offre ni inappropriée ni anormalement basse.

Les modalités procédurales seront transmises via la plateforme du profil d'acheteur.

Ce document définira précisément les points sur lesquels portera la négociation, le nombre de sollicitations auxquelles devront répondre les entreprises ainsi que les délais de réponse.

3-6 : Pièces pour attribution du marché

Les attributaires (dont les cotraitants et sous-traitants) doivent transmettre (ou indiquer) l'adresse internet où l'acheteur peut obtenir les documents :

- 1) Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- 2) Lorsque l'immatriculation du co-contractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - A) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - B) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - C) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - D) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

ARTICLE 4 – Conditions d'envoi et de remise des offres

L'ensemble des pièces seront transmises en format pdf signé. En complément, les annexes de l'acte d'engagement et l'acte d'engagement seront également fournis en format EXCEL et DOC.

4.1 - Remise par voie électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur de l'Acheteur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.info>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis à l'Acheteur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limite de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Signature du marché public

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat retenu sera tenu de la signer.

Cependant si le candidat le souhaite, il peut signer électroniquement, dès la phase de remise des offres, la(es) pièce(s) suivante(s) :

- L'acte d'engagement (AE),

Le candidat retenu s'engage à signer le marché re-matérialisé au format papier. Cependant, si le CCAS de la ville d'Harnes le lui propose, le candidat retenu aura la possibilité de signer le marché avec son certificat de signature électronique et de le renvoyer sur le profil acheteur.

En cas de signature électronique des pièces du marché, pour chaque document pour lequel une signature est requise, il est demandé au candidat de privilégier la signature au format PAdES. D'autres formats sont néanmoins à sa disposition (XAdES ou CAdES).

La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Sécurité et confidentialité des candidatures et des offres

Les soumissionnaires s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par un anti-virus. Les candidatures et les offres transmises par voie électronique contenant un programme malveillant sont réputées ne jamais avoir été reçues.

4.2 - Copie de sauvegarde par voie papier

Chaque candidat pourra envoyer une copie de sauvegarde

Toutes offres envoyées par voies papier seront accompagnées de sa version dématérialisée, fournies sur support informatisé (clés USB ou CD) en respectant les formats indiqués à l'article 4.

Laquelle enveloppe sera envoyée sous pli recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :

C.C.A.S de la Ville d'Harnes

Mairie

Service marchés publics

35 rue des Fusillés

B.P. 49 - 62440 HARNES

-Déposée à l'accueil de la mairie contre récépissé pendant les horaires d'ouverture (8h30-12h00/14h00 à 17h00 du lundi au vendredi.

ARTICLE 5 – Renseignements complémentaires

5.1 Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite via la plateforme de dématérialisation.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

5.2 Dispositions complémentaires

La réponse au présent appel d'offres vaut acceptation du présent règlement de consultation et de l'ensemble des pièces du marché telles qu'elles sont décrites au CCAP. Si un candidat constate une erreur ou une omission dans le dossier de consultation des entreprises et estime qu'elle mérite d'être rectifiée ou signalée au pouvoir adjudicateur, il présentera son offre en précisant le ou les poste(s) concerné(s).

5.3 - Voies et délais de recours

Le représentant de l'Acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations objet du présent marché.

Néanmoins, en cas de contentieux, le Tribunal Administratif de LILLE est la juridiction compétente pour connaître de tout litige.

Délais et voie de recours

Le délai de suspension de la signature du marché est au minimum de 16 jours, à compter de la date d'envoi de la notification du rejet de l'offre ou de la candidature.

L'Acheteur informe également le candidat de l'existence d'autres voies de recours, notamment le :

- Référé précontractuel : Le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un référé précontractuel contre la présente procédure de passation, devant le président du Tribunal Administratif de LILLE, avant la signature du marché.
- Recours pour excès de pouvoir : Le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un recours pour excès de pouvoir de la décision de rejet de la candidature ou de l'offre, devant le tribunal administratif de LILLE, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 59014 Lille Cedex.

☎ : 03 59 54 23 42. 📠 : 03 59 54 24 45.

@ : greffe.ta-lille@juradm.fr

Le juge doit être saisi dans un délai de deux mois à compter de la notification du courrier de notification du rejet de candidature ou d'offre. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du marché (voir le délai de suspension précisé ci-dessus).